

Povos Indígenas no Brasil

Fonte: *Le Courrier*

Class.: 1702

Data: 03.05.90

Pg.: _____

Yanomami *Le Courrier 03/05/19* Génocide dénoncé

Le DoCip (Centre de documentation, de recherche et d'information des populations indigènes) et diverses associations de soutien ont manifesté mardi devant la représentation brésilienne en faveur des Indiens yanomami du Brésil, menacés d'extinction par l'arrivée de chercheurs d'or. Une lettre destinée au président du Brésil, M. Fernando Collor de Mello, a été remise à la représentation brésilienne.

Les 19 ONG signataires de la lettre espèrent faire pression par cette initiative sur le nouveau Gouvernement brésilien afin qu'il prenne au plus vite des mesures en faveur des Yanomami. Suite à l'arrivée d'environ 45 000 «garimpeiros» (chercheurs d'or) à partir de 1985, leur nombre est passé de 10 000 en 1987 à environ 8500 aujourd'hui. Victimes surtout de la pollution par le mercure employé pour l'orpaillage de la déforestation et des maladies, ils sont en outre menacés par la faim, les «garimpeiros» détruisant petit à petit leurs aires de chasse. Sans parler bien entendu des assassinats et autres violences perpétrés par les nouveaux venus.

Principale responsable de la situation selon les ONG: l'armée qui, avec son programme «Calha Norte» (frontière nord) mis sur pied en 1985, a installé des postes militaires pour le contrôle des frontières et a permis aux «garimpeiros» de s'installer. Pour l'armée, les Yanomami ne sont pas Brésiliens puisqu'ils n'ont pas de carte d'identité. «Pour protéger les frontières, on remplace un peuple par un autre, alors que les Yanomami seraient les plus habilités pour mener cette tâche à bien, puisque nul ne connaît la forêt mieux qu'eux», dit M^{me} Pierrette Ziegler-Birroux, du DoCip. «Autre prétexte à cette véritable invasion, le développement économique, à n'importe quel prix. Il faut arrêter de considérer les Indiens comme des indésirables ou des apatrides. On a même accusé les Yanomami de vouloir créer un Etat indépendant avec les Yanomami du Venezuela».

Espoir?

Les ONG concernés espèrent que le nouveau Gouvernement Collor de Mello saura contrebalancer le poids de

l'armée et les intérêts économiques en jeu. Dans leur lettre, elles demandent instamment que l'évacuation des «garimpeiros», pourtant prévue pour octobre 1989, soit enfin menée à bien et que les trois concessions octroyées aux chercheurs d'or en toute illégalité sur le territoire yanomami soient annulées. Les signataires exigent en outre qu'un vrai plan sanitaire soit mis en place - l'armée ayant fait opposition auparavant - et que les pistes d'atterrissage clandestines soit fermées. Seul moyen de permettre l'évacuation du territoire, une solution alternative satisfaisante pour les «garimpeiros» devra être trouvée. Les déplacer résoudra peut-être aussi le problème de la contrebande de l'or qui touche environ 80% de la production. Leur départ mettrait fin aux tensions avec le Venezuela voisin, les «garimpeiros» étant à l'origine de problèmes de violations répétées des frontières.

D'autres manifestations de soutien se sont tenues simultanément à Washington, Vienne, Paris et Londres, où des lettres ont également été adressées au président du Brésil.

RFX

A l'ambassade du Brésil à Genève

24 Heures 03/05/1990

Pétition pour les Yanomami

Depuis l'arrivée de 45 000 chercheurs d'or sur leur territoire, il y a deux ans et demi, un Indien Yanomami du Brésil sur cinq est décédé, victime des maladies apportées par les orpailleurs ou de leur violence. Les représentants de 19 organisations non gouvernementales ont remis, hier à Genève, une lettre à la représentation diplomatique du Brésil. Adressée au nouveau président brésilien Fernando Collor de Mello, elle demande avec insistance des mesures de protection.

«Le génocide des Yanomami n'est pas une fatalité», Pierrette Ziegler-Birroux, ethno-géographe et membre du Centre de documentation de recherche et d'information des populations indigènes, connaît particulièrement bien les problèmes des Yanomami, pour avoir partagé leur vie. En 1988, le plus grand peuple autochtone des Amériques à avoir gardé son autonomie économique et culturelle comptait 22 000 âmes, aux confins du Brésil et du Venezuela. Des 10 000 Yanomami du Brésil (124 colonies), 1500 à 2000 sont morts depuis l'invasion des orpailleurs sur leur territoire: fauchés par les maladies apportées par les Blancs ou décimés par eux.

Pistes clandestines

Le gouvernement brésilien a expulsé en 1987 les médecins, les anthropologues et les missionnaires de

la région. Et les chercheurs d'or ont construit plus d'une centaine de pistes d'atterrissage clandestines. En outre, ils utilisent massivement le mercure (1 à 2 g pour 1 g d'or) pour amaigamer les alluvions aurifères.

Faire revenir les médecins

Les diverses organisations qui s'occupent de la défense des Yanomami placent leur espoir dans le nouveau président. Collor de Mello a en effet ordonné la destruction de 110 pistes d'aviation, réparties sur les 8 millions d'hectares qui devraient constituer le territoire yanomami mais dont les deux tiers ont été classés en forêts nationales, où

l'exploitation minière est permise. Les organisations non gouvernementales demandent notamment que ces pistes soient définitivement fermées et contrôlées, que les chercheurs d'or soient retirés du territoire et qu'une solution de rechange satisfaisante soit trouvée pour les Yanomami. Ils demandent également que leur territoire soit ouvert aux équipes de santé de manière permanente et concluent que seul un changement profond d'attitude du gouvernement permettra de sauver les Yanomami de l'extermination.

Claudine Dubois